



DECISION N° 2024-348

**Convention d'occupation de jardin familial du Parc Maillol - Ville de Perpignan / Mr Mohamed MALINE - Jardin n°17 - Avenue Albert Schweitzer - Perpignan**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

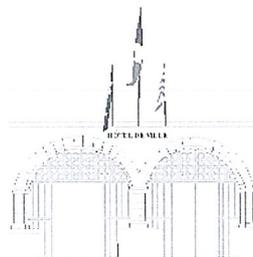
Considérant que M. Mohamed MALINE a sollicité la mise à disposition d'une parcelle de jardin familial du parc Maillol sis avenue du Dr Schweitzer à Perpignan, à usage de jardin potager,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Perpignan met à disposition de M. Mohamed MALINE, le jardin familial du Parc Maillol n° 17, d'une superficie d'environ 105 m<sup>2</sup>, situé sur la parcelle cadastrée section CM n° 213, avenue du Dr Schweitzer, à Perpignan, à usage de jardin potager.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour une durée d'un an à compter du 01 février 2024, renouvelable tacitement deux fois.

**ARTICLE 3** : La convention est consentie moyennant une redevance annuelle de 105 €.



ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services et M. Le Trésorier Municipal seront chargés de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **19 MARS 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369-20240319-187236-AU-1-1

Accusé reçu le : **19 MARS 2024**

Affiché le : **19 MARS 2024**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

